

Cet homme est-il un « casseur » ? Non, c'est un policier

3 novembre 2014 / [Vladimir Slonska-Malvaud \(Reporterre\)](#)



La police se déguise de plus en plus en « casseurs », dont l'image violente est utilisée ensuite par les médias. Samedi après-midi, une nouvelle manifestation s'est tenue à Nantes suite à la mort de Rémi Fraisse. Les affrontements ont rapidement commencé, alors que la manifestation était majoritairement pacifique. Des policiers en civil, déguisés en manifestants, et portant parfois des foulards représentant une tête de mort, jouent un rôle trouble.

► *Nantes, reportage*

Samedi 1^{er} novembre, à Nantes, la manifestation en hommage à Rémi Fraisse, militant écologiste tué par une grenade explosive de la gendarmerie le 26 octobre 2014 sur le lieu du barrage de Sivens, dans le Tarn, a une nouvelle fois donné lieu à un déchaînement de brutalités policières contre les 1.500 manifestants présents, dans leur grande majorité non violents.

Avant même le début de la manifestation, la quasi-totalité de la presse locale titrait sur les violences à venir, fournissant la liste du vocabulaire de circonstance — « casseurs », « dégradations », « guérilla urbaine » — et déroulant la litanie des lamentations de commerçants et de Nantais nécessairement « excédés » par les événements. La précédente manifestation nantaise pour Rémi Fraisse, lundi 27 octobre, avait, il est vrai, fourni du grain à moulin aux annonceurs de désastres : vitrines et banques démolies devant des policiers passifs. Les petits commerces avaient été globalement épargnés.

Ce samedi, un tract appelait cette fois à faire « *ce qu'ils n'attendent pas de nous* » : « *Aujourd'hui, cela sent davantage le guet-apens qu'une insurrection qui vient* », notait le texte signé par « *quelques occupants de la ZAD* ». Une consigne dans l'ensemble respectée, les destructions ayant été minimales tout au long de la journée.

La marche, commencée à 14 heures devant la préfecture, se déroule d'abord dans le calme. Des banderoles et pancartes « *naturalistes en lutte* » ou « *ils mutilent, ils tuent nos enfants. Surarmement, impunité de la police, stop* » sont posées sur le monument aux morts des 50 Otages.



Deux hélicoptères survolent la ville. Alors que le cortège remonte la rue de Strasbourg, les rangées de CRS sont de plus en plus proches. Les manifestants scandent « *assassins* » en passant devant les policiers.

Les premiers incidents démarrent, comme nous l'avons vu, ainsi que **d'autres témoins**, avec la présence d'un CRS visant les manifestants avec son flashball.



- Le tireur se distingue entre les deux policiers casqués.-

Une provocation, puisque la manifestation se déroulait jusque-là dans le calme, même si la répétition du cri « *Assassins* » créaient une tension palpable. Des œufs et bouteilles vides volent en direction du fonctionnaire, et servent de prétexte pour tirer les premières grenades lacrymogènes et pour charger.



Le cortège est coupé en deux. Une quinzaine de membres de la Brigade anti-criminalité (

BAC), à l'apparence et au vocabulaire plus proches de braqueurs de banque que de policiers, surgit en courant du haut de la rue.



- Des « casseurs » ? Non. Des policiers...-



- Précisons : des « casseurs » ? -



- Le foulard qui lui dissimule le visage dessine... une tête de mort. -

Cagoulés, matraques télescopiques en main, ils arrêtent une première personne.



L'homme, au sol, est frappé dans le dos.



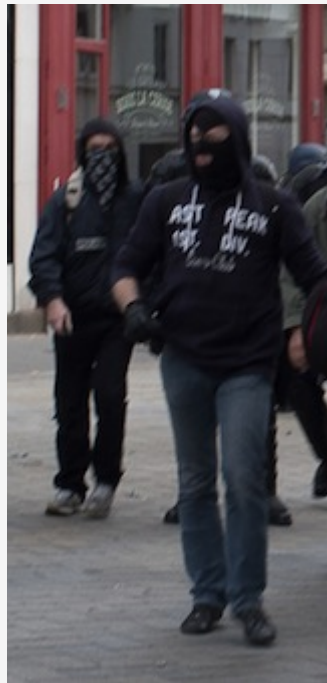
Un autre lance « *casseur de merde* » à un jeune manifestant, pourtant calme. Un homme d'un âge certain invective les policiers, qu'il gratifie d'un « *fascistes* ».



Il est emmené manu militari.



Mais notez, à gauche, ces policiers à l'allure de « casseurs » :



Un peu plus loin, un premier blessé, touché au niveau de l'arcade, est pris en charge par un secouriste de la manifestation.

Alors que le cortège rebrousse chemin en direction de la place du Commerce,



le scénario du reste de la journée se met en place. Un front, constitué des manifestants favorables à l'affrontement – essentiellement des militants anarchistes et autonomes – se positionne face aux gendarmes mobiles ou aux CRS. Le reste du cortège se situe en retrait, mais ne se disperse pas. Aux tirs de la police, les premiers répondent par des charges sporadiques, parfois protégés par des barrières de chantier, par des jets de pavés, de bouteilles vides et parfois de fusées de détresse.



Deux poubelles sont incendiées cours des 50 Otages, au niveau de la place de l'Ecluse.

Des pavés sont arrachés des voies de tram.

L'auteur de ces lignes n'a, en revanche, pas été témoin de lancers de bouteilles contenant de l'acide, comme l'a affirmé plus tard le préfet de Loire-Atlantique lors d'une conférence de presse.

► *suite de reportage sous l'annonce -*

Ce reportage a été réalisé par un journaliste professionnel et a entraîné des frais. Merci de soutenir *Reporterre* :



Peu à peu, la composition de la manifestation change, avec l'arrivée de jeunes moins politisés, attirés par les affrontements. Un camion à eau est stationné dans une rue adjacente.



De nouvelles charges dissolvent une partie de la manifestation peu après 17 h 30, mais le rassemblement se reconstitue. Un sitting est organisé face à un cordon de plusieurs centaines de CRS et de gendarmes mobiles.



Vers 18 h 30, le cordon avance et les policiers frappent à coup de pied les militants assis au sol. Le mouvement est accompagné de tirs de gaz lacrymogène, de flashball, de grenades assourdissantes. Une jeune manifestante non violente, blessée à la jambe par une grenade de désencerclement (tirée par des policiers encerclant les militants...), s'enfuit en hurlant et s'effondre au sol. « *L'endroit où ils ont enlevé les arbres au Testet, c'est là où j'habitais quand j'étais petite* », nous raconte-t-elle plus tard, après avoir repris ses esprits.

À ce moment, un nombre non négligeable de manifestants pacifiques se trouve encore sur place.

La dissolution définitive a lieu vers 19 h 30, en particulier après une charge d'un groupe d'une quinzaine de personnes, probablement d'extrême droite, sur des jeunes (tabassage, jets de pierre) qui venaient de renverser un conteneur à verre place de la petite Hollande.

La manifestation s'est soldée par l'arrestation de vingt-et-une personnes, dont cinq

étaient toujours en garde à vue dimanche midi selon la presse locale. Nous avons par ailleurs pu constater un nombre de blessés supérieur au bilan de cinq à six personnes annoncé dans la presse. L'un d'eux a notamment été blessé au nez par un tir de flashball.

Malgré la présence d'une majorité de militants non violents, l'ensemble des personnes présentes à Nantes ce samedi ont été systématiquement qualifiées de « casseurs » dans la plupart des médias et par les partis politiques, du Parti socialiste jusqu'à l'extrême droite. Des casseurs n'ayant pas cassé grand-chose et dont il restera donc à préciser la définition. De son côté, Europe Ecologie Les Verts s'est contenté de condamner les violences, sans un mot sur la responsabilité de la police. Une prise de position qui aura une fois de plus abandonné de nombreux militants dans la rue sans aucun soutien politique.

A TOULOUSE, LA JUSTICE CONDAMNE UN CLOWN ET UN PORTEUR DE DREADLOCKS

► *Toulouse, correspondance*

Ce week-end, seize personnes ont été arrêtées lors des manifestations toulousaines contre la violence policière et suite à la mort de Rémi Fraisse. Si trois d'entre elles ont été depuis relâchées, deux autres se sont retrouvés lundi 3 novembre devant le tribunal de grande instance de Toulouse en comparution immédiate.

Cyril Lambin, dit Charlie, a été condamné à six mois de prison pour "*violences aggravées sur trois policiers, outrages et refus de prélèvements ADN*". Quatre policiers ont témoigné contre lui, bien que Charlie, clown activiste, soit, selon ses proches, un militant non-violent. Cela n'a pas empêché les agents qui ont témoigné contre lui de demander 100 euros d'amende chacun en dédommagement.

Kevin, autre manifestant, a également été condamné pour sa part pour "*violences aggravées*", sans même que la partie civile (la police) n'ait déposé de témoignages.

Élément significatif du procès d'intention qui s'est joué, le procureur a argué que *"cette personne portait des dreadlocks, la tenue des casseurs"*. Un délit de faciès qui suscite l'incompréhension et une nouvelle fois la colère parmi la centaine d'opposants rassemblés en soutien de le tribunal. *"Sans même faire d'enquête, deux d'entre nous sont en prison, tandis que les assassins de Rémi Fraisse n'ont même pas été inquiétés"*, lâchait une manifestante à l'annonce du verdict.

Source : Grégoire Souchay pour *Reporterre*.

Source et photos : Vladimir Slonska-Malvaud pour *Reporterre*.

Lire aussi : *Policiers à tête de mort : un symbole dangereux*

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Cet-homme-est-il-un-casseur-Non-c-est-un-policier>